



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 août 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant Soixantième session

Compte rendu analytique de la 1710^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mercredi 6 juin 2012, à 10 heures

Président: M. Zermatten

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

Deuxième et troisième rapports périodiques de la Grèce soumis en un seul document

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-43318 (EXT)



* 1 2 4 3 3 1 8 *

Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties (suite)

Deuxième et troisième rapports périodiques de la Grèce soumis en un seul document (CRC/C/GRE/2-3; CRC/C/GRE/Q/2-3 et Add.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation grecque prend place à la table du Comité.*

2. **M. Georgakopoulos** (Grèce), présentant les deuxième et troisième rapports périodiques soumis en un seul document de son pays, dit que les difficultés que celui-ci rencontre dues à la crise financière, à la hausse de l'immigration et à d'autres facteurs externes ne remettent pas en cause son engagement en faveur des droits de l'enfant ou ses efforts pour prévenir et éliminer les pratiques défavorables aux enfants, sanctionner la violation des droits garantis par la Convention, adopter des réformes législatives et améliorer les mécanismes de protection de l'enfance.

3. La politique adoptée par le Gouvernement grec en matière d'éducation poursuit trois objectifs essentiels: assurer des services éducatifs universellement accessibles et de qualité, répondre aux besoins individuels propres à chaque enfant, et éliminer l'exclusion; les droits consacrés par cette politique sont garantis à chaque enfant vivant en Grèce, quels que soient sa nationalité et son statut juridique, même s'il ne dispose pas de tous les documents requis. En outre, des programmes éducatifs ciblés d'intégration ont été mis en place pour les groupes vulnérables et les groupes minoritaires spécifiques. Les élèves immigrés et rapatriés, par exemple, bénéficient à l'échelle nationale dans les établissements d'enseignement du primaire et du secondaire, d'un programme de soutien conçu pour réduire les taux d'abandon scolaire, améliorer les résultats, combattre l'exclusion sociale et, si possible, éliminer la ségrégation. Un programme similaire destiné aux enfants roms porte en particulier sur la lutte contre les préjugés et encourage l'enseignement préscolaire, la scolarisation précoce et une fréquentation scolaire régulière. Le programme en faveur des enfants appartenant à la minorité musulmane se conforme aux orientations définies par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et il cherche d'une part à conserver et à améliorer les écoles qui existent en Thrace, subventionnées par l'État et destinées aux groupes minoritaires, et d'autre part à tenir compte de la préférence croissante de la minorité musulmane pour un système éducatif inclusif, tout en préservant les différences culturelles et linguistiques.

4. Les autres initiatives du gouvernement pour lutter contre la ségrégation et ses incidences incluent l'adoption en 2010 d'une politique sur les zones d'éducation prioritaires, en vertu de laquelle des méthodes éducatives différentes et diversifiées doivent être mises en place et expérimentées dans les zones identifiées comme prioritaires en fonction de leur niveau d'éducation et de leurs indices socioéconomiques faibles, pour assurer une insertion éducative équitable aux élèves qui y vivent et leur permettre de progresser. En outre, une loi de 2008 sur l'éducation des personnes handicapées et de celles qui ont des besoins spéciaux dispose que des programmes d'enseignement spécialisé destinés aux élèves doués et talentueux, comme à ceux ayant des difficultés d'apprentissage et handicapés, doivent faire partie intégrante de l'enseignement public obligatoire et gratuit et que l'éducation inclusive doit toujours être privilégiée.

5. Les brimades à l'école sont considérées comme un problème majeur dans de nombreux établissements et un réseau national de lutte contre la violence scolaire a été créé en 2010 par l'Association grecque pour la santé psychosociale des enfants et des adolescents, afin de concevoir et d'appliquer des mesures appropriées de prévention et d'intervention. Le Ministère de l'éducation est l'un des membres fondateurs de ce réseau, comme du Réseau national pour la prévention et l'élimination des châtiments corporels. La

législation grecque interdit expressément les châtiments corporels dans les écoles et pour l'éducation des enfants en général.

6. Un comité spécial créé en 2004 coordonne les efforts des ministères pour prévenir et éliminer la vente d'enfants, bien que le contrôle exercé sur la législation relative à lutte contre la traite des personnes et sur le Plan national d'action de 2006 visant à lutter contre la traite des personnes relève d'un groupe de travail interministériel créé en 2008. Un Conseil scientifique central a ensuite été créé à la fois pour prévenir et combattre la victimisation et la délinquance des mineurs, et pour accomplir des tâches spécifiques telles la création et le contrôle d'un réseau national de services de protection des mineurs, la coordination de mécanismes de détection, la mise en œuvre d'une permanence téléphonique pour la protection de l'enfance et la gestion des données statistiques. Des mesures de protection spéciales qui englobent l'aide juridictionnelle, le soutien psychologique et l'aide en matière d'alimentation et de logement sont prévues à l'intention des enfants victimes et témoins lors des poursuites pénales, en particulier les enfants exposés aux risques d'intimidation, de représailles ou de violence.

7. La législation qui régit l'administration de la justice des mineurs a récemment été modifiée pour actualiser et améliorer les particularités du système adaptées aux enfants. Dans le cadre des dispositions révisées, tous les mineurs peuvent bénéficier de l'assistance d'un avocat, les enfants de moins de 15 ans ne peuvent être placés en détention provisoire, la durée maximum de la détention dans les établissements pénitentiaires est de dix ans, sauf en cas de délits particulièrement graves, et les seules sanctions autorisées pour les délinquants de moins de 15 ans sont des mesures de réinsertion ou des mesures thérapeutiques. Des améliorations ont aussi été apportées au cadre législatif qui régit les services de protection de l'enfance du Ministère de la justice, de la transparence et des droits de l'homme, lesquels prévoient une aide en matière de logement, d'alimentation, de traitement médical, d'enseignement et un soutien psychologique pour les enfants à risque privés de milieu familial. Une formation aux droits de l'enfant et aux dispositions conventionnelles a été organisée pour les membres du personnel judiciaire.

8. Le traitement des mineurs non accompagnés ressortissants étrangers ou victimes de traite des personnes est étroitement surveillé et les enfants non accompagnés des immigrants en situation irrégulière placés en détention, sont normalement détenus séparément des adultes jusqu'à ce que leur âge et leur origine aient été déterminés. Dans certains cas, la législation grecque interdit expressément l'expulsion des mineurs et si, en dépit des enquêtes, il se révèle impossible de retrouver la famille d'un enfant, les autorités nationales assument le rôle de tuteur temporaire. Des programmes et des procédures spécifiques ont été adoptés pour le rapatriement de mineurs non accompagnés qui ne sont pas demandeurs d'asile, notamment, pour les ressortissants albanais, un accord bilatéral relatif au rapatriement et à la réinsertion des enfants victimes de traite des personnes en Grèce. Lorsque le rapatriement se révèle impossible ou met l'enfant en danger, celui-ci est logé dans un centre spécial. Lorsque les mineurs non accompagnés sont demandeurs d'asile, les dispositions du Règlement Dublin II sont strictement observées et, en étroite coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les organisations non gouvernementales compétentes et les autorités des pays voisins, le service de l'immigration met tout en œuvre pour que les enfants rejoignent les membres de leur famille qui résident dans d'autres États de l'Union européenne.

9. Les forces armées grecques n'engagent pas de personne âgée de moins de 18 ans, et selon un amendement législatif de 2011 destiné à harmoniser le droit pénal interne avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, quiconque, lors d'un conflit armé national ou international, engage ou recrute de force des mineurs de moins de 15 ans, ou les contraint à prendre part aux hostilités, encourt une peine de prison d'au moins dix ans.

10. **M^{me} Varmah** (Rapporteuse pour la Grèce) loue l'engagement sans réserve de l'État partie en faveur des droits de l'enfant, en dépit de la situation difficile due à la crise financière. Elle se dit cependant préoccupée par un certain nombre de questions sur lesquelles elle s'interroge, à commencer par le fait que l'Observatoire national des droits de l'enfant semble avoir été inactif depuis sa création en 2001 car il a fort peu œuvré pour promouvoir l'application de la Convention. Ceci étant, elle souhaite savoir si l'État partie envisage de créer une instance de coordination indépendante pour remplir le rôle de surveillance que l'Observatoire semble incapable d'assumer. Elle souhaite également obtenir des informations actualisées sur l'état d'avancement du Plan national d'action en faveur des droits de l'enfant, sur les répercussions de la crise financière et des coupes budgétaires qui en résultent pour les enfants et les familles pauvres, et sur l'incidence des mesures adoptées pour en atténuer l'impact.

11. Notant l'absence de système centralisé de collecte et d'analyse des données, elle demande si l'État partie envisage de créer un système central d'information capable de fournir les données globales et ventilées nécessaires pour comprendre et surveiller correctement la situation des enfants victimes d'abus et de négligence, des enfants handicapés, des enfants appartenant à des groupes minoritaires, des enfants migrants et des mineurs demandeurs d'asile et non accompagnés. Il serait également utile de savoir si le gouvernement prévoit de relever l'âge de la majorité de 17 à 18 ans dans les dispositions législatives, y compris les articles du Code pénal et du Code de procédure pénale qui ne sont pas conformes à la Convention, et d'abroger les dispositions qui, moyennant le consentement parental, autorisent le mariage des filles et des garçons respectivement dès l'âge de 9 et 12 ans.

12. Malgré les louables efforts accomplis au niveau interministériel pour améliorer les conditions de vie des Roms, des problèmes demeurent sur le terrain, notamment une ségrégation persistante dans certaines écoles publiques. Des informations s'imposent donc sur les mesures destinées à résoudre l'exclusion et la discrimination auxquelles les enfants roms, comme les enfants des minorités turques et musulmanes de Macédoine, les enfants handicapés et ceux ayant besoin de protection spéciale, sont exposés dans le domaine du logement, de la santé, de l'éducation et de l'emploi. S'agissant des Roms en particulier, M^{me} Varmah demande si les procédures simplifiées d'enregistrement recommandées dans le rapport spécial de 2009 du Médiateur grec ont permis d'obtenir la régularisation des enfants roms qui n'avaient pas été enregistrés à la naissance et des milliers d'autres Roms apatrides dans les faits. Elle souhaite en outre connaître les raisons pour lesquelles les femmes immigrantes ne peuvent obtenir de certificats de naissance pour leurs enfants, et les personnes d'origine turque ne sont pas autorisées à faire usage de leur nom original complet sur les documents officiels, mais plutôt contraintes d'accepter des translittérations arbitraires.

13. M^{me} Varmah souhaite enfin avoir des informations sur les mesures permettant de garantir que les enfants sont entendus dans toutes les situations, notamment à la maison, à l'école, dans les établissements accueillant des enfants et lors des procédures administratives et judiciaires, telles les affaires relatives au droit de garde lié au divorce, et que les réformes législatives interdisant l'usage de la violence contre les enfants sont effectivement appliquées, car elle note avec regret la persistance des châtiments corporels à la fois à la maison et en dehors, malgré les réformes.

14. **M. Pollar** (Rapporteur pour la Grèce) demande si la société civile et les enfants en particulier, ont participé à l'élaboration du rapport et dans quelle mesure le gouvernement a pris en compte et diffusé les précédentes observations finales du Comité. Il souhaite connaître le nombre de décès d'enfants survenus pendant la période d'établissement du rapport et consécutifs à la maladie, à la traite des personnes, à des accidents, à la violence et

au suicide. Il dit que le Comité aimerait avoir l'avis de la délégation sur le taux de mortalité élevé des enfants roms.

15. Il souhaite savoir de quelle manière est protégée la vie privée des mineurs au sein de la famille, dans les structures d'accueil de remplacement, et dans les divers services et institutions. Il demande également comment les familles de mineurs et leurs domiciles sont-ils protégés contre les immixtions arbitraires ou illégales, comment la confidentialité de leurs communications est-elle assurée, si ces familles ont droit à des services confidentiels de conseil et d'accompagnement, et quelles sont les mesures en place pour préserver les informations personnelles stockées dans des documents ou des fichiers.

16. M. Pollar demande comment le gouvernement permet-il aux enfants d'avoir accès aux diverses sources nationales et internationales d'informations, en particulier celles destinées à promouvoir leur santé et leur bien-être. Il serait bon de connaître les dispositifs adoptés pour encourager les médias à diffuser l'information utile aux enfants et conforme à l'article 29 de la Convention. M. Pollar souhaite savoir si le gouvernement s'efforce de promouvoir la production et la diffusion de livres pour enfants, d'encourager les médias à prendre en considération les besoins linguistiques des enfants appartenant à des groupes minoritaires, et de fixer des principes directeurs appropriés pour protéger les enfants contre les informations et les matériels préjudiciables.

17. **M^{me} Nores de García** dit que le Comité est préoccupé par l'incidence négative potentielle de la crise économique actuelle sur les fonds nécessaires à la protection des droits de l'enfant. Elle demande dans quelle mesure la population en général et les groupes vulnérables en particulier, connaissent la Convention, et si celle-ci a été diffusée dans les langues parlées par les migrants des autres pays de la région. Elle s'interroge sur les mesures adoptées pour changer les schémas culturels négatifs en dispensant une formation aux personnes qui travaillent avec des enfants à tous les niveaux.

18. **M. Guráň**, notant que le manque de coordination dans le domaine des droits de l'enfant est un problème récurrent dans le pays et que l'Observatoire national des droits de l'enfant n'a jamais rempli correctement sa tâche à cet égard, demande s'il existe des plans pour le remplacer. En tant que membre de l'Union européenne, la Grèce est tenue de créer un organisme indépendant pour contrôler la mise en œuvre de la législation antidiscrimination; il souhaite donc savoir si un tel organisme existe, et dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il. Il demande quelles sont les ressources disponibles pour soutenir la lourde tâche du Bureau du Médiateur, compte tenu de la crise économique actuelle.

19. M. Guran souhaite savoir la raison pour laquelle les Roms n'ont pas encore été reconnus en tant que minorité en Grèce, combien exactement vivent dans le pays, et s'ils ont la possibilité de s'identifier en tant que Roms lors des enquêtes de recensement. La coordination et une stratégie bien définie s'imposent pour traiter les questions concernant les Roms. Il demande donc si une instance de coordination sur les questions relatives aux Roms a été créée et si la Grèce prévoit d'imiter les stratégies employées avec succès dans les autres pays européens.

20. **M^{me} Maurás Pérez** exprime ses préoccupations concernant l'incidence négative de la crise économique et sociale sur les enfants, et l'absence de données statistiques fiables à ce sujet. Selon les données disponibles, le taux de chômage des jeunes se situe actuellement à 40 % et continue d'augmenter; le risque de sombrer dans la pauvreté s'accroît également. Elle demande si cette situation a entraîné le déplacement interne de jeunes à la recherche d'un emploi.

21. Le Comité a été informé du nombre croissant d'enfants abandonnés et de la surcharge des services sociaux du pays. Il semble que le placement en institution des enfants soit encore préféré aux solutions de substitution en milieu familial. Un grand nombre de jeunes ne sont ni scolarisés ni employés à une activité rémunérée. **M^{me} Maurás**

Pérez souhaite savoir quelles politiques anticycliques spécifiques sont mises en place, par une hausse des dépenses sociales, pour stimuler l'emploi. Elle demande quel est le pourcentage du budget national alloué à la santé et à l'éducation, et s'informe de l'existence de programmes destinés à fournir des transferts monétaires aux membres des groupes de population les plus vulnérables. Un complément d'informations sur le Fonds d'économie sociale serait également apprécié. Elle demande enfin si les services de santé mentale destinés aux enfants et aux adolescents bénéficient toujours d'un financement adéquat.

22. **M. Kotrane** souhaite savoir si l'État partie envisage de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, et le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

23. De l'avis du Comité, les dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale citées au paragraphe 6 de la liste des questions (CRC/C/GRC/Q/2-3) ne doivent pas être interprétées de manière à signifier que les enfants doivent être traités comme les adultes lors des poursuites pénales. M. Kotrane espère que ces dispositions seront révisées pour garantir que cela ne se produise pas.

24. Observant que l'État partie avait indiqué qu'il examinerait les vœux de la minorité musulmane de Thrace concernant l'application de la charia, il demande si les vœux des enfants musulmans seront également pris en compte. Les enfants doivent déclarer leur appartenance religieuse lors de leur inscription à l'école, ce qui viole le droit à la liberté religieuse, selon le Médiateur et l'Autorité hellénique de protection des données. M. Kotrane souhaite donc savoir quelles sont les mesures en place pour garantir le respect de la liberté religieuse dans les écoles.

25. **M. Koompraphant** demande quels sont les dispositifs permettant d'aider les enseignants à détecter les cas de violence familiale et à les signaler aux procureurs. Il demande également de quels moyens et de quelles ressources ceux-ci disposent-ils pour intervenir ensuite, et combien d'entre eux sont affectés aux affaires de violence familiale. Il souhaite enfin connaître les mesures adoptées pour vaincre l'hostilité à l'égard des enfants roms et de leur famille.

26. **M^{me} Al-Asmar** s'enquiert des relations entre le gouvernement et les ONG, relevant que certaines d'entre elles, en particulier celles travaillant dans le domaine de la traite des personnes, avaient signalé avoir rencontré des difficultés lors de leurs contacts avec les services publics.

27. **M^{me} Al-Shehail** se dit préoccupée par les mauvais traitements persistants infligés par les policiers aux membres des groupes vulnérables, en particulier aux Roms, et demande si des mesures sont mises en place pour combattre les abus de pouvoir et intégrer les minorités dans les forces de police. Elle souhaite obtenir des données statistiques complémentaires sur les enfants des rues et sur l'emploi formel des mineurs, et connaître les mesures appliquées pour réduire le nombre d'adolescents se livrant à une activité illicite tel le trafic de drogues. Il semble qu'il n'existe aucun soutien structurel public pour les enfants non accompagnés ou les familles sans documents légaux. Elle demande enfin, s'il existe un code de conduite pour réglementer le secteur télévisuel, ou un programme de formation destiné aux médias, sur le respect de la vie privée de l'enfant.

28. **M^{me} Wijemanne** demande sur quels critères le gouvernement s'appuie pour fixer les priorités en matière de mise en œuvre des droits de l'enfant. Elle demande également si l'Observatoire national des droits de l'enfant jouera à l'avenir un rôle coordonnateur, compte tenu de la nécessité d'un plan d'action multisectoriel pour protéger ces droits. Il serait intéressant d'avoir un compte rendu des efforts accomplis pour étayer la base de

données concernant les questions relatives aux droits de l'enfant dans divers domaines tels la santé, l'éducation, la violence sexuelle et les groupes minoritaires.

29. Elle demande ce qui est fait pour protéger les mineurs sans certificat de naissance et faire en sorte qu'ils ne soient pas traités comme des adultes par les agents des forces de l'ordre. Elle souhaite enfin savoir comment le gouvernement prévoit de corriger la discrimination à l'égard des Roms, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'école et aux documents juridiques.

30. **M. Gastaud** aimerait connaître les mécanismes en place pour réunir et comparer les données collectées à travers le pays, de manière à offrir une vue d'ensemble de la situation des droits de l'enfant. Il souhaite savoir quelles sont les mesures adoptées pour garantir que la parole des enfants est entendue lors des procès, et dans la négative, s'il existe un recours pour annuler une décision judiciaire.

31. Il souhaite en savoir davantage sur le Parlement des jeunes, notamment connaître la durée du mandat de ses membres, ses compétences, savoir s'il rédige des avis et des propositions, et dans l'affirmative, quel suivi leur est donné.

32. **M^{me} Lee** dit que l'experte indépendante sur les questions relatives aux minorités, **M^{me} Gay McDougall**, avait indiqué dans son rapport concernant sa mission de 2008 en Grèce, que les Roms, dans les campements qu'elle avait visités, vivaient dans des logements ne répondant pas aux normes, sans eau, électricité, ou services sanitaires, et qu'aucun des enfants du campement de Sapa n'était scolarisé. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la pratique discriminatoire consistant à refuser d'inscrire les enfants roms à l'école ou à exiger qu'ils fréquentent des cours préparatoires spéciaux violait la Convention européenne des droits de l'homme; qu'a fait le gouvernement pour corriger la situation?

La séance est suspendue à 11 h 20; elle est reprise à 11 h 40.

33. **M. Kastanas** (Grèce) dit que le rapport a été établi par le Ministère des affaires étrangères en étroite collaboration avec plus de 10 autres ministères impliqués dans la protection des droits de l'enfant. Il a été transmis à la Commission nationale des droits de l'homme, au Bureau du Médiateur et à six organisations non gouvernementales, dont les observations et les suggestions ont été retenues lorsqu'elles étaient applicables. Les observations finales adoptées par les organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme ont été largement diffusées à tous les services concernés et publiées sur les divers sites web du gouvernement. La Grèce examine encore la ratification d'un certain nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le nouveau Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, mais elle a été freinée par la crise économique.

34. Eu égard à une précédente remarque, **M. Kastanas** souligne que la Grèce ne reconnaît aucun groupe ethnique ou linguistique distinct «macédonien» sur son territoire. Ce terme est employé dans un sens culturel et régional par plus de 2,5 millions de grecs macédoniens qui vivent dans le nord du pays. Attacher une autre signification à ce mot prêterait seulement à confusion. Un petit nombre de personnes vivant dans la région de la Grèce appelée Macédoine parlent à la fois le grec et un dialecte slave, mais leurs droits de l'homme sont pleinement protégés dans le cadre de la Constitution, ils ne souffrent d'aucune discrimination fondée sur leur origine et peuvent librement défendre leurs traditions et leur culture.

35. S'agissant de la translittération des noms, il dit que tous les documents officiels sont rédigés en grec et que les noms étrangers sont inscrits sur les certificats d'état civil à la fois avec les alphabets grec et latin. L'orthographe des noms étrangers et leur intonation correcte en grec sont fondées sur une déclaration formelle de la personne concernée, tandis qu'un modèle linguistique élaboré par l'Organisation hellénique de normalisation supervise la translittération du grec en alphabet latin et vice versa. Toute divergence dans l'orthographe de noms étrangers résulte de l'application de ce modèle et ne concerne pas seulement la minorité musulmane.

36. M. Kastanas dit que la loi grecque prévoit l'application de la charia uniquement pour les affaires familiales et les affaires de succession; les personnes de confession musulmane sont libres de choisir entre les muftis et les tribunaux civils. La charia ne s'applique que dans la mesure où ses dispositions ne sont pas contraires à la législation et aux valeurs fondamentales grecques. Selon des jugements récents, les dispositions instaurant la compétence judiciaire des muftis sont exceptionnelles et ne font pas l'objet d'une large interprétation. Les questions relatives à la garde, à la tutelle et au comportement des parents relèvent de la compétence exclusive des tribunaux civils. Cette dualité pose néanmoins des problèmes et le gouvernement est conscient de la nécessité de renforcer le réexamen judiciaire des jugements rendus par les muftis afin d'assurer leur conformité avec la Constitution et les instruments internationaux. Il est aussi ouvert à des ajustements de la législation et du système judiciaire pour tenir compte des situations locales et de l'intérêt supérieur de l'enfant. M. Kastanas souligne qu'il n'y a pas de système juridique parallèle en Grèce et que les femmes et les enfants de confession musulmane sont pleinement inclus dans l'ensemble des politiques et des programmes.

37. **M^{me} Nores de García** demande comme l'État partie concilie le fait que le mariage précoce soit interdit en vertu de la Convention, mais couramment pratiqué dans certains groupes minoritaires.

38. **M. Kastanas** (Grèce) confirme l'existence du mariage précoce chez les Roms, mais en dessous de l'âge de 14 ans ces mariages doivent être approuvés par les tribunaux.

39. **Le Président** dit qu'il existe manifestement un système juridique parallèle concernant le mariage si certains enfants sont autorisés à observer des lois différentes. Il demande combien de décisions prononcées par les tribunaux islamiques de la charia ont été cassées par les tribunaux civils.

40. **M. Kastanas** (Grèce) dit que des dérogations à l'âge minimum du mariage sont accordées aux mineurs de toute origine ethnique et de toute confession. Les tribunaux annulent rarement les décisions rendues par les muftis, ce qui explique que le gouvernement soit ouvert aux amendements législatifs visant à améliorer le mandat de réexamen judiciaire des tribunaux civils.

41. **Le Président** estime l'âge minimum du mariage nettement trop bas et dit que les questions relatives aux Roms et aux musulmans sont deux problèmes distincts.

42. **M^{me} Varmah** fait observer que l'autorisation du tribunal accordée au mariage précoce n'empêche pas les problèmes conjugaux.

43. **M. Kastanas** (Grèce) dit que la question du mariage précoce peut nécessiter un réexamen, mais que ces mariages ne sont pas très fréquents en Grèce.

44. **M^{me} Toura** (Grèce) signale que le Secrétariat général pour la jeunesse du Ministère de l'éducation, de l'apprentissage tout au long de la vie et des affaires religieuses cherche à pourvoir des postes de spécialistes des droits de l'enfant et à former un comité consultatif composé de représentants des ONG. La date limite de dépôt des candidatures est la mi-juin 2012. L'objectif est de créer l'Observatoire national des droits de l'enfant, en tant

qu'institution clef chargée de surveiller l'observation des droits de l'enfant et la mise en œuvre de la Convention.

45. **M^{me} Nores de García** demande si les précédentes fonctions de l'Observatoire national seront préservées ou modifiées. Elle souhaite également avoir des indications sur la nature de son mandat de surveillance, savoir quelles mesures il adoptera pour garantir la conformité avec la Convention et quel sera son budget.

46. **M^{me} Toura** (Grèce) dit que l'Observatoire national conservera toutes ses fonctions d'origine et que toute responsabilité complémentaire sera définie selon la situation présente dans le pays.

47. **Le Président** exprime des doutes quant à l'efficacité de l'Observatoire national dont selon lui, la composition évoque davantage un groupe de réflexion qu'une instance de coordination, bien que l'État partie manque d'un mécanisme de mise en œuvre et de coordination à la fois horizontale entre les divers ministères et services et la société civile, et verticale entre le gouvernement, les régions et les municipalités. Il souhaite connaître la nature exacte des attributions de l'Observatoire national et comment l'État partie prévoit-il de coordonner la mise en œuvre de la Convention.

48. **M^{me} Toura** (Grèce) dit que la Grèce cherche à faire en sorte que toutes les instances et interventions relatives à la protection de l'enfance soient concentrées au sein de l'Observatoire national, une fois celui-ci réorganisé.

49. **M. Giannakopoulos** (Grèce) dit que le Conseil scientifique central coordonne tous les programmes portant sur les mineurs délinquants, en vue de créer un réseau national de protection de l'enfance. Une nouvelle ligne budgétaire a été ajoutée pour la collecte de données.

50. **M. Kofinas** (Grèce) indique que le Conseil scientifique central se compose de cinq membres représentant le Ministère de la justice, le Ministère de la santé et de la solidarité sociale et le Centre national pour la solidarité sociale. Celui-ci a pour mandat de coordonner les efforts en faveur de la protection des mineurs délinquants, de concevoir des cours de formation pour les travailleurs sociaux municipaux, de fixer des normes applicables aux structures de remplacement, de fournir une aide lorsqu'un enfant court un danger imminent, et d'assurer la liaison avec le ministère public. Le Centre national dirige également deux foyers d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes, et six autres sont prévus dans un avenir proche. Des services d'assistance téléphonique nationale s'attachent tant à répondre aux besoins essentiels qu'à délivrer un soutien psychologique. Malgré la crise économique, le gouvernement s'efforce de préserver les services sociaux et il a alloué des fonds en faveur des prestations pour familles nombreuses et de nombreux centres de soins de santé, établissements pour personnes handicapées, résidences pour personnes âgées et camps d'été.

51. **Le Président** demande si le gouvernement a été en mesure d'allouer des ressources adéquates à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, et s'il a adopté des mesures structurelles pour s'attaquer au taux de chômage extrêmement élevé des jeunes.

52. **M^{me} Nores de García** souhaite connaître le pourcentage du budget national affecté d'ordinaire aux secteurs de la santé et de l'éducation, par rapport à celui qui leur est alloué depuis la crise économique.

53. **M^{me} Toura** (Grèce) dit qu'assurer un accès à l'éducation dans le présent permettra à davantage de jeunes de trouver un emploi à l'avenir. Malgré les incidences négatives de la crise économique sur le secteur de l'éducation, la Grèce maintient ses efforts pour préserver cet accès aux enfants des groupes sociaux vulnérables. Le Ministère de l'éducation a adopté toute une série de mesures destinées à préserver la qualité de l'enseignement en fonction des ressources disponibles. Ces mesures ont consisté notamment à fusionner les écoles

voisines ou celles qui n'avaient qu'un petit nombre d'élèves et à construire de nouveaux établissements plus grands, mieux équipés et offrant une plus grande diversité de cours.

54. La mise en place des zones d'éducation prioritaire vise à lutter contre la ségrégation scolaire et à lever les obstacles socio-économiques au progrès des élèves, en concevant des approches alternatives à l'éducation. Les écoles situées dans ces zones emploient également du personnel spécialisé, tels psychologues et travailleurs sociaux.

55. En outre, le Ministère de l'éducation envisage la possibilité de fournir des repas à tous les élèves des établissements spéciaux. En mars 2012, il a publié une circulaire appelant la population à aider les élèves insuffisamment nourris. En outre, les familles modestes peuvent bénéficier d'une allocation annuelle pour chaque enfant qui suit l'enseignement obligatoire dans une école publique.

56. **M^{me} Varmah** observe avec intérêt en Grèce l'absence totale d'agences d'adoption privées. Elle dit que les adoptions privées, souvent confiées à un avocat ou à un gynécologue qui intervient en tant que facilitateur, sont généralement plus rapides que les adoptions publiques. Toutefois, les adoptions privées imposent un jugement du tribunal. Selon certaines informations, environ 500 adoptions illégales sont intervenues en Grèce en 2005, il s'agissait pour la plupart d'adoptions privées. Il semble que les enfants placés dans des structures de soins de remplacement et les enfants migrants et demandeurs d'asile soient les plus vulnérables à l'adoption illégale. Le Comité a reçu à cet égard des informations selon lesquelles un certain nombre de mères bulgares et albanaises vendaient leurs bébés à des parents grecs et contournaient ainsi les procédures juridiques de l'adoption. On suppose que ces nourrissons font ensuite l'objet de traite des êtres humains en vue d'une adoption illégale. Elle demande quelles mesures le gouvernement met en place pour lutter contre la pratique de l'adoption illégale sous toutes ses formes.

57. **M^{me} Varmah** se dit préoccupée par la non-scolarisation actuelle de la majorité des enfants handicapés, bien que l'éducation soit obligatoire pour tous les enfants, depuis la maternelle jusqu'au secondaire. Ce faible taux de scolarisation peut être attribué au sous-équipement de la plupart des écoles et au manque d'enseignants qualifiés. Elle souhaite connaître les mesures adoptées par le gouvernement pour remédier à cette situation et garantir l'accès à une éducation de qualité à la communauté turcophone de Thrace occidentale, comme aux autres minorités et groupes vulnérables. Elle demande si les enseignants appartenant à ces groupes ont été correctement formés et s'ils sont en nombre suffisant pour enseigner aux élèves dans leur propre langue aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire. Elle aimerait également connaître les mesures adoptées pour éliminer la discrimination à l'égard des enfants roms qui rencontrent souvent des difficultés d'accès à l'éducation, et avoir des informations sur ce qui est fait pour leur éviter, lorsqu'ils sont admis dans une école, d'être séparés des autres et pour les empêcher d'abandonner.

58. **M^{me} Varmah** s'enquiert en outre des mesures adoptées pour combattre la prévalence de la consommation d'alcool chez les jeunes, et du nombre de ceux ayant suivi un traitement de désintoxication.

59. Enfin, elle demande si le gouvernement prévoit de créer une ligne d'assistance téléphonique nationale 24 heures sur 24 gratuite pour les enfants en détresse.

60. **M. Pollar** dit que le rapport de l'État partie ne contient aucune information sur le déplacement et le non-retour illicites d'enfants à l'étranger. Il demande en quoi la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants a aidé l'État partie à combattre ce phénomène, et si l'on dispose de données sur le nombre d'enfants retrouvés par la Grèce et rapatriés en Grèce, et sur le nombre de ceux retrouvés par la Grèce et rapatriés dans d'autres pays.

61. Notant avec satisfaction l'absence de conflit armé en Grèce, M. Pollar s'enquiert de l'existence de moyens permettant d'identifier les enfants qui ont été impliqués dans un conflit armé à l'étranger, et des mesures en place pour les réadapter.

62. Se référant à l'article 31 de la Convention concernant le droit de l'enfant aux loisirs et celui de participer à des activités récréatives, il demande quelles sont les structures prévues par l'État partie pour permettre aux enfants d'exercer ces droits et s'ils disposent d'un temps suffisant en dehors de leurs études pour les exercer.

63. **M^{me} Nores de García** dit qu'il semble logique que si les élèves méconnaissent leurs droits, ils ne soient pas en mesure de les exercer: comment les principes de la Convention sont-ils diffusés auprès des élèves grecs?

64. Le Comité a reçu des informations selon lesquelles, malgré les efforts du gouvernement pour intégrer les groupes minoritaires dans le système éducatif, beaucoup d'enfants roms rencontrent encore des difficultés d'accès à l'éducation. Elle se dit préoccupée par l'existence présumée d'écoles fréquentées uniquement par des enfants roms, ce qui témoigne de leur exclusion totale de la société. Elle souhaite savoir quelles sont les mesures envisagées par le gouvernement pour remédier à cette situation. M^{me} Nores de Garcia note en outre que de nombreuses communautés roms n'ont pas accès aux écoles en raison de l'absence de transport.

65. Soulignant l'importance de l'éducation préscolaire, elle exprime ses inquiétudes face à l'absence notable d'établissements d'éducation préscolaire dans les communautés roms. Elle souhaite connaître les mesures envisagées pour permettre aux enfants roms de bénéficier d'une éducation dès la petite enfance. En outre, elle s'interroge sur la prise en charge des mineurs non accompagnés, et demande si les centres qui les accueillent sont équipés pour répondre à leurs besoins sanitaires et éducatifs, et quelles sont les mesures de réinsertion prévues pour eux. La récente expérience du gouvernement a servi à souligner la nécessité de programmes concernant les enfants des rues qui soient bien conçus et soumis à un contrôle adéquat. Elle aimerait connaître les éventuelles modifications apportées à ces programmes.

66. **M. Koompraphant** demande des informations sur les services d'aide aux familles eu égard aux questions relatives à la responsabilité parentale et à la préservation du bien-être de leurs enfants.

67. **M. Cardona Llorens** se dit préoccupé par l'absence de données sur le nombre d'enfants handicapés, ventilées par âge et par type de handicap. Il souhaite connaître les mesures adoptées pour collecter ces données. S'agissant de la question des soins de santé, il dit que le Comité a reçu des informations selon lesquelles les compagnies d'assurance privées refusaient de couvrir le traitement des enfants handicapés au motif que celui-ci relevait de la responsabilité de l'État. On ignore précisément combien d'enfants handicapés sont placés en institution, mais le Comité a appris que les tribunaux des affaires familiales omettent de réexaminer la situation de certains enfants handicapés dès lors qu'ils se trouvent en institution. Qui plus est, selon les informations disponibles, le programme conçu par le Ministère de la santé et de la solidarité sociale et destiné à retirer les enfants placés en institution, ne mentionne pas spécifiquement les enfants handicapés.

68. Rappelant toute l'importance de la détection précoce du handicap, il aimerait savoir s'il existe des centres conçus à cette fin et, dans l'affirmative, combien sont-ils et comment sont-ils gérés?

69. **M. Gastaud**, notant les progrès accomplis par le gouvernement dans le domaine de la justice des mineurs – en particulier le relèvement de l'âge de la responsabilité pénale à 18 ans – dit que certaines ambiguïtés demeurent. Il souhaite savoir précisément si des enfants de moins de 15 ans et éventuellement de 15 à 18 ans, peuvent être emprisonnés,

compte tenu du fait qu'ils sont encore mineurs. Notant que le type de peine prononcée contre les délinquants juvéniles semble varier selon leur âge, il demande quelles sont les peines prononcées pour les mineurs coupables d'un délit grave et âgés de moins de 15 ans. Rappelant que les mineurs ne devraient être emprisonnés qu'en dernier recours, il souhaite savoir quelles sont les mesures alternatives en place pour traiter la délinquance juvénile dans l'État partie.

70. En outre, le Comité a reçu des informations selon lesquelles dans certains centres de détention, les mineurs sont souvent placés avec les adultes. Il demande quelles mesures le gouvernement envisage-t-il d'adopter pour remédier à cette situation.

71. **M^{me} Lee** dit que le Comité a été informé de l'utilisation de lits-cages dans un centre de soins pour enfants handicapés. Elle souhaite savoir comment le gouvernement prévoit de porter remède à cette situation, s'il existe d'autres centres qui mettent les patients sous sédatifs et les entravent systématiquement, et si l'État partie envisage de ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

72. Notant qu'actuellement trois ministères sont responsables des questions d'asile, elle demande s'il existe entre eux une coordination suffisante. Elle se dit en outre préoccupée par les conditions dans lesquelles les mineurs, en particulier non accompagnés, sont maintenus dans les centres de détention. Elle aimerait savoir si des techniques adaptées aux enfants sont employées lors des entretiens avec ces mineurs et comment le gouvernement prend-il en compte l'intérêt supérieur de l'enfant durant la procédure d'asile et le rapatriement.

73. **M. Gurán** dit que le nombre d'enfants placés en institution en Grèce est une cause majeure de préoccupation. Il souhaite savoir si le gouvernement a élaboré une stratégie pour en réduire le nombre, s'il envisage de fermer ses structures les plus importantes et quelles mesures il adoptées pour encourager la protection familiale de substitution, et en particulier, le placement en famille d'accueil.

74. **Le Président** dit que, selon le rapport de l'État partie, l'âge minimum de la responsabilité pénale a été fixé à 8 ans et que les mineurs âgés de 8 à 13 ans ne peuvent être emprisonnés. Toutefois, aux dires de la délégation, il en va de même pour les mineurs de moins de 15 ans. Il demande à la délégation de confirmer ces âges. Notant que seules des mesures éducatives et thérapeutiques peuvent être imposées dans ces cas, il souhaite savoir si ces mesures empêchent le placement des mineurs dans un centre de détention.

75. S'agissant de la question de la détention provisoire, il note que les mineurs délinquants, souvent migrants ou Roms, sont placés en détention pendant des périodes prolongées en raison de la durée des enquêtes effectuées. Il demande où ces mineurs sont-ils détenus et le sont-ils avec des adultes.

76. Le Président se dit également préoccupé par le manque de professionnels correctement formés dans les domaines concernés et demande quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement pour remédier à ce déficit. Il souhaite en outre savoir pourquoi si peu de juges ont reçu une formation spécifique aux droits de l'enfant, malgré l'existence de nombreux établissements de formation.

77. Notant avec inquiétude la tendance croissante à placer les enfants vulnérables en institution, il demande ce que fait le gouvernement pour trouver des solutions alternatives.

La séance est levée à 13 heures.